

**Alternative
Libertaire**

**anticapitalisme
autogestion**

RÉPARTITION DES RICHESSES

Pouvoir d'achat

Alors que le coût des produits d'alimentation s'envole, que le pétrole flambe, le gouvernement et ses amis du MEDEF instaurent des franchises médicales, s'attaquent aux retraites, permettent la hausse massive des frais d'inscription et la concurrence à l'université... et stigmatisent les sans papiers. Pourtant les richesses existent en France. A qui profite le crime ?

Sarkozy l'a répété à tour de bras, il va falloir travailler plus pour gagner plus. Cependant la principale mesure prise par ce gouvernement dès sa prise de fonction a directement concerné ses amis les riches avec des exemptions fiscales de plusieurs milliards d'euros !

Mais la question du pouvoir d'achat et du niveau de vie ne s'arrête pas à une politique au profit des plus riches: en s'attaquant aux services publics, en essayant de rogner sur les retraites, en mettant en place des franchises médicales c'est toutes les classes populaires qui sont en ligne de mire. Qui a les moyens de vivre avec des retraites dégradées ? Qui va pouvoir payer des études supérieures de plus en plus chères ? Qui va réfléchir à deux fois avant d'aller se faire soigner ? D'acheter ses médicaments ?

Et pourtant l'argent ne manque pas. Le pays est beaucoup plus riche qu'après la seconde guerre mondiale, quand ont été gagnés une grande partie de nos acquis sociaux.

DE L'ARGENT IL Y EN A DANS LES CAISSES (NOIRES) DU PATRONAT

Face à cette logique, d'autres chemins sont possibles. Si notre pays est riche, les

inégalités sont très fortes. A l'heure où les patrons des 40 plus grandes entreprises françaises gagnent plus de 600 RMI par an, où les mêmes, notamment à l'UIMM, ont mis en place une caisse noire avec des centaines de millions d'euros qui devraient bénéficier aux salarié-es plutôt que servir à briser des grèves, où Sarkozy se permet de multiplier son salaire par trois, nous pouvons imposer d'autres choix !

Il faut à la fois augmenter les salaires, baisser le temps de travail et créer des emplois. C'est le mouvement naturel, logique, historique, imposé par les luttes des travailleuses et des travailleurs. Lorsque la baisse du temps de travail est enrayée, le chômage explose, ainsi que les profits du patronat. En France, en 1980, 70 % de la richesse produite revenaient aux salarié-e-s sous forme de salaires et de prestations sociales et 30 % restaient à disposition des patrons pour investissement et distribution aux actionnaires. Aujourd'hui, seulement 60% reviennent aux salarié-e-s, le reste va aux capitalistes.

SOLIDARITÉ AVEC LES GRÉVISTES

Les conflits engagés dans les universités, les transports, la fonction publique

ne sont pas la défense de petits intérêts catégoriels mais bien des mouvements qui défendent les intérêts des couches populaires. Personne n'a de plaisir à perdre de l'argent pendant une grève ou à rater des cours importants pour ses études. Et nous devons soutenir les grévistes. Leur bataille est la nôtre. Notre action et notre solidarité peuvent faire reculer ce gouvernement arrogant qui, après les régimes spéciaux, s'attaquera à toutes les retraites, du public comme du privé, pour en 2008 passer à 41 ans de cotisations.

LUTTER PLUS POUR GAGNER PLUS

Laisserons nous casser la sécurité sociale? Laisserons nous ce gouvernement nous condamner à perdre notre vie à essayer de la gagner?

Plus que jamais, la question de la répartition des richesses est au centre des enjeux dans notre société. Elle ne va pas se régler d'elle-même. Une seule voie, pour les travailleuses et les travailleurs : la lutte constante pour l'appropriation maximale de la richesse qu'ils et elles produisent.

Où est passée la caisse ?

Le gouvernement nous fait croire qu'il est vital de baisser les cotisations sociales des entreprises, afin qu'elles « créent des emplois ». Après vingt-cinq ans d'exemptions, d'exonérations et de fraude tolérée, le chômage n'a guère reculé, au contraire ! En revanche, les profits des capitalistes, eux, ont explosé ! Encore +15 % de croissance des bénéfices pour les entreprises du CAC40 en 2006 ; +35 % de revenu pour les actionnaires en moyenne... heu combien pour les salaires déjà ?

Alternative libertaire
BP 295

75921 PARIS Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

- ☐ Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire. ☐ Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.
☐ Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
☐ Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros pour un an, 15 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM..... TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

13 novembre 2007

ne pas jeter sur la voie publique SVP